

Débat national Temps Scolaire Pont de Vaux
Mardi 16 décembre 2003

Question 9 : quelles doivent être les fonctions et les modalités de l'évaluation des élèves, de la notation et des examens ?

La question suivante est posée : concernant la forme de l'évaluation des élèves, les parents et les enseignants sont-ils satisfaits en l'état actuel des choses ?

Une personne voudrait savoir si, depuis qu'il n'y a plus de notes chiffrées à l'école, les enfants vivent mieux l'évaluation, s'ils sont davantage mis en situation de réussite. Cela semble être le cas (référence au fameux zéro en orthographe) : les élèves ne sont plus marqués négativement par des mauvaises notes à répétition.

Un parent d'élève souhaiterait une uniformisation entre collège et primaire sur ce point et demande s'il ne serait pas intéressant d'indiquer dès le cours moyen par une note le résultat de l'élève pour préparer ce dernier au collège. Les professeurs des écoles pensent que c'est au collège de "s'aligner" sur l'école primaire, non l'inverse.

Sur cette question des notes, une personne rappelle que la notation chiffrée est quand même une sonnette d'alarme pour les parents, qu'elle montre clairement les difficultés de l'élève. Des enseignants répondent que la notation par lettres est préférable : c'est une indication par rapport à l'acquisition de compétences et cela permet de tirer un trait sur toute idée de classement des élèves ou de notation chiffrée.

Plusieurs personnes font alors remarquer que la signification d'une appréciation n'est pas toujours évidente à leurs yeux ; ce manque de lisibilité serait comblé par la référence à une norme comprise par tous.

Il ressort du débat que si l'évaluation en termes de compétences est intéressante pour les enseignants, elle n'est pas toujours satisfaisante pour les parents (" lisibilité " des résultats de leur enfant).

Des enseignants notent la difficulté d'élaborer un livret d'évaluation de l'élève qui se révèle satisfaisant à l'usage. Ils soulignent que l'élaboration en équipe d'un tel outil de suivi de l'élève est nécessaire et constitue la meilleure solution.

En ce qui concerne les " redoublements " de certaines classes, les enseignants déplorent une trop grande rigidité dans la situation actuelle et souhaitent plus de souplesse dans la

proposition de la classe à prolonger : ainsi, il est souvent trop tard, disent-ils, de prolonger la scolarité d'un enfant au CM 2.

Un enseignant demande s'il est pertinent de continuer à faire des évaluations normatives pour des élèves qui connaissent un cycle III prolongé et à qui on ne peut pas, faute de moyens, proposer une aide suffisante. Un exemple est donné avec les PPAP, projets personnalisés d'aide et de progrès, difficiles à conduire compte-tenu des moyens disponibles, notamment en termes de personnes.

La mise en place de situations de remédiation aux difficultés des élèves a lieu dans le cadre de l'école primaire, de façon insuffisante cependant. En revanche, c'est une lacune au niveau du collège. Comment harmoniser les deux ?

Une personne fait remarquer que la réforme du collège a commencé avec la mise en place d'un dispositif accordant à l'élève trois ans au lieu de deux pour l'ensemble classe de sixième - classe de cinquième.

Une autre personne déplore qu'un enfant qui a fait des efforts ne soit pas plus soutenu et encouragé par l'institution et la famille.

Sur la fonction du brevet des collèges, certains estiment qu'il s'agit "d'un bon entraînement pour la suite " et que ce brevet permet aux élèves d'être confrontés à la réalité de l'examen.

La nécessité du caractère national des examens est rappelée.

La question d'un examen pour l'entrée en 6^{ème} est posée ; cette question impose de réfléchir au devenir des élèves en échec à l'issue d'un tel examen.

Plusieurs personnes souhaiteraient que le fonctionnement du collège ainsi que ses finalités soient redéfinis car le collège doit faire face aujourd'hui à des problèmes de dimensions sociales et culturelles. Certains rappellent que l'origine des parents est, dans le système actuel, déterminante pour la réussite des enfants ; ne renforce-t-on pas les inégalités à l'école avec les devoirs à la maison ?

Question 17 : comment améliorer la qualité de la vie des élèves à l'école ?

Il faut repenser pour certains la journée de travail dans sa structure, dans son rythme. Certaines personnes souhaitent que soient ménagées des plages de temps libre pour les élèves. Ainsi, une personne estime qu'il n'est pas normal que, dans certaines écoles, les enfants sortent de l'école pour aller directement à la cantine et vice versa : le manque de moments de repos est déploré. Ces remarques sont faites au sujet d'écoles ayant des fonctionnements jugés peu adaptés au bien-être des enfants, mais d'autres écoles fonctionnent avec des aménagements jugés satisfaisants car elles proposent des activités aux élèves (cette nécessité est rappelée).

Une personne explique que la journée d'un enfant de trois ans ne devrait pas être aussi longue que celle d'un enfant de dix ans ; plusieurs participants au débat s'accordent alors à dire que les journées d'école devraient être différenciées entre les plus petits et les plus grands. D'ailleurs, concernant l'accueil des jeunes enfants, le manque de lieux d'accueil est mis en avant, malgré les efforts des municipalités. Le développement des crèches est souhaité car même si elles ne remplacent évidemment pas l'école, elles constituent néanmoins déjà un lieu d'apprentissage de la vie en collectivité pour les jeunes enfants.

Il serait souhaitable pour certaines personnes de repenser non seulement la journée d'école mais aussi l'année scolaire dans sa globalité. En ce qui concerne le calendrier scolaire, certains regrettent des impératifs économiques qui font que le calendrier des vacances scolaires n'est pas toujours judicieux (les vacances d'hiver sont citées en exemple).

La question des transports scolaires est abordée. En milieu rural, les impératifs de transport (ramassage scolaire) sont quelque peu décriés car ils déterminent les horaires de classe, horaires qui ne font pas toujours l'unanimité. En outre, les impératifs de transport pour le primaire sont liés à ceux du collège et cela donne à certains l'impression que la journée de travail de l'école élémentaire est sacrifiée au profit de celle du secondaire. Les transporteurs induisent donc involontairement, par leur fonctionnement et pour des raisons financières, une structure de la journée d'école qui peut être contestable.

Sur la sécurité, l'hygiène, des progrès ont été réalisés dans les écoles (rôle positif des DDEN) mais des efforts restent à fournir. Certains lieux sont trop bruyants : cantines, préaux. L'accueil et la surveillance des enfants dans les cantines est une tâche reconnue par tous comme difficile ; les personnes chargées de cet accueil pourraient être mieux préparées et devraient " savoir poser des limites éducatives " pour résoudre les problèmes d'autorité qui se posent. Quelqu'un suggère l'idée d'une formation particulière de ces personnels (qui pourrait concerner aussi dans le cadre des transports scolaires les chauffeurs de cars).

Des personnes notent que la qualité de vie des élèves passe en priorité par des effectifs raisonnables : elles évoquent le problème des classes surchargées et des très grosses structures (que l'on soit en ville ou à la campagne).

La perspective de réseaux d'écoles fait également réagir : comment un directeur peut-il gérer trois écoles dans lesquelles il ne peut être simultanément ? Comment prétendre améliorer la qualité de vie des élèves en diminuant le nombre de personnes présentes dans les établissements ? De très nombreuses personnes déplorent un manque de moyens et s'interrogent sur l'utilisation de l'argent de l'Education Nationale car on n'observe pas d'amélioration au niveau de la qualité de vie des élèves.

Concernant le budget de l'Education Nationale, le matériel informatique est cité en exemple : ce matériel n'est pas présent dans toutes les familles or il faut développer les compétences en informatique des élèves (c'est une nécessité de notre temps). Une personne émet l'hypothèse que ce matériel coûteux puisse expliquer en partie l'importance du budget de l'Education Nationale et peut-être son accroissement.

Des enseignants regrettent que les sous des écoles, associations de parents bénévoles, financent des activités qui devraient l'être par l'état.

Les charges de fonctionnement de l'école sont aussi de plus en plus lourdes pour les communes. Des enseignants déplorent notamment que l'envoi du courrier par mails de l'inspection vers les écoles ne s'accompagne pas de moyens financiers supplémentaires (coût de l'impression des documents ainsi envoyés).

Question 22 : comment former, recruter, évaluer les enseignants et mieux organiser leur carrière ?

L'insuffisance de la formation professionnelle est unanimement reconnue. La nécessité de stages pendant la formation est rappelée. Pratique et théorie doivent faire partie intégrante de la formation. Une solution pourrait être la formule suivante : une année de formation disciplinaire puis épreuve du concours puis deux "vraies" années de formation professionnelle. Des personnes font remarquer que le métier d'enseignant ne nécessite pas seulement des qualités intellectuelles mais aussi " une force de caractère ". Sur ce point, l'épreuve d'entretien du concours de professeur des écoles répond en partie à la filtration des recrutements, mais est-ce suffisant ?

Dans l'ensemble, les enseignants regrettent que les formateurs présents dans les IUFM soient trop souvent des universitaires spécialisés dans une discipline qui leur est propre (décalage évoqué avec la " réalité du terrain"). On exige de multiples compétences d'un enseignant aujourd'hui ; cela complique la formation professionnelle qui doit prendre cette exigence en compte. Alors, faut-il toujours prôner la polyvalence des enseignants ? Oui, mais il faudrait aussi tirer profit de la "complémentarité des talents" des enseignants et mettre celle-ci à profit dans les établissements.

Les enseignants souhaiteraient également être plus en contact avec les chercheurs (conférences, animations pédagogiques).

Un enseignant fait remarquer que les professeurs des écoles ont une formation qui n'est pas parfaite mais elle intègre formation disciplinaire, didactique, connaissance de l'enfant, ce qui la rend tout de même préférable à celle des professeurs de collèges.

Sur la gestion des carrières et la question particulière des inspections, les enseignants font remarquer que l'inspection des personnels est une nécessité. Mais cette inspection est rendue difficile par le moment de classe à vivre devant l'inspecteur ou l'inspectrice (ce moment est jugé " archaïque "). Cette inspection devrait plutôt être une discussion autour des pratiques,

du choix des outils. Des enseignants estiment que ce temps de discussion n'est pas assez long actuellement.

Si tout le monde reconnaît la nécessité d'une évaluation des enseignants, le recours à une notation chiffrée est contesté. L'idée d'une évaluation sur la base de critères prédéterminés est proposée.

L'avancement des personnels selon le système actuel est jugé peu satisfaisant ; ce système devrait être revu et une solution uniforme est souhaitée. L'avancement au mérite est unanimement refusé, mais une personne défailante dans l'exercice de son métier doit pouvoir être identifiée.

Lors de leur remplacement pour cause de stage de formation continue, les titulaires souhaiteraient que les PE 2 respectent davantage les projets et les pratiques habituelles de la classe (comme le font les titulaires remplaçants) en évitant par exemple de conduire des projets parfois peu réalistes.

Concernant les affectations des personnels dans les établissements considérés comme difficiles, une réévaluation des salaires est peut-être à envisager pour inciter des enseignants à occuper ces postes mais ce ne peut aucunement être la seule solution : l'amélioration des conditions et du cadre d'enseignement est un souhait partagé par de nombreuses personnes.

Pour les enseignants en difficulté dans l'exercice de leur métier, des personnes font remarquer qu'il y a peu de possibilités de reconversion et qu'il faudrait créer des passerelles vers d'autres fonctions pour donner aux enseignants une occasion de "relancer" leur carrière.

Une personne réagit en marge des trois questions traitées précédemment pour dire que l'école doit rester celle de la République, pour défendre les valeurs fondatrices de cette école et les principes de laïcité.

Sur la question 15 (Comment lutter efficacement contre la violence et les incivilités), une personne se demande si la phrase de morale d'autrefois ne devrait pas être instaurée à nouveau. Une personne fait alors remarquer que les problèmes de société empêchent l'école d'évoluer et qu'il faudrait mettre les élèves en situation de réfléchir sur ces problèmes de

société, sur des faits d'actualités. Une personne demande si les enseignants ne pourraient pas intervenir auprès des médias ; l'idée d'une émission d'éducation citoyenne est proposée (idée non relayée par les enseignants) car la télévision donne l'image d'une société où l'on obtient les choses facilement, ce qui ne valorise pas les notions d'effort et d'investissement personnel qui sont une composante de l'école.